

Les droits humains ne sont pas négociables

Les défenseurs de droits humains sur les entreprises canadiennes dans le Sud global

Mercredi, le 27 avril

🕒 8h00 (Vancouver)

🕒 11h00 (Montréal)

🕒 12h00 (Halifax)

🕒 10h00 (Quito)

🕒 17h00 (Lusaka)

🕒 21h00 (Dhaka)

Table ronde d'une durée d'une heure.

Interprétation simultanée disponible en anglais, français, et espagnol

Inscrivez-vous sur Zoom : bit.ly/3NXEs4p

Quels préjudices les entreprises canadiennes infligent-elles aux communautés et aux travailleurs à travers le monde ? Que demandent les communautés affectées aux Canadiens et au gouvernement canadien ? Pourquoi avons-nous besoin de lois plus strictes sur la reddition de compte des entreprises au Canada ?

Joignez-vous à nous pour une table ronde d'une heure avec des défenseurs des droits humains du Sud global.

Le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE) a l'honneur d'accueillir trois courageux défenseurs des droits humains, des droits des travailleurs et des travailleuses et de l'environnement :

- **Kalpona Akter**, Directrice, Centre de solidarité des travailleurs et travailleuses du Bangladesh (Dhaka, Bangladesh)
- **Révérénd Emmanuel Chikoya**, Secrétaire général, Conseil des églises de Zambie (Lusaka, Zambie)
- **Josefina Tunki**, Présidente, Peuple Shuar Arutam (PSHA) (Sucúa, Equateur)

Modératrice: **Amélie Nguyen**, Coordinatrice, Centre international de solidarité ouvrière (CISO)

Le Canada fait partie du problème. Faisons en sorte que le Canada fasse partie de la solution.

Trop souvent, les entreprises canadiennes profitent d'opérations à l'étranger qui nuisent aux peuples et à la planète. Ces préjudices sont extrêmement graves et comprennent le recours à l'intimidation et à la violence pour expulser des communautés afin d'exploiter leurs terres, la pollution des écosystèmes locaux et la violation des droits des travailleurs à travers des conditions de travail dangereuses. Des communautés du monde entier exigent depuis des décennies que le gouvernement canadien tienne enfin les entreprises canadiennes responsables de ces violations des droits humains.

Deux projets de loi d'initiative parlementaire visant à remédier à ces préjudices ont été déposés à la Chambre des communes le 29 mars 2022. Le projet de loi C-262 obligerait les entreprises à faire preuve de diligence raisonnable pour prévenir les violations des droits humains et les dommages environnementaux tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement. Le projet de loi C-263 donnerait enfin à l'ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises les pouvoirs nécessaires pour enquêter de façon indépendante sur les allégations de préjudice.

Ce forum nous communiquera des informations de première main pour nous aider à obtenir les lois dont nous avons besoin pour que le Canada fasse partie de la solution. Et non pas partie du problème.

Information supplémentaire sur une loi canadienne de diligence raisonnable:

- Fiche d'information pour les médias ([FR](#), [AN](#))
- Foire aux questions ([FR](#), [AN](#))

Notices biographiques sur chaque intervenant



Kalpona Akter a été enfant ouvrière dans les usines de vêtements du Bangladesh. Bien qu'elle ait été victime d'abus et de représailles pour avoir mobilisé ses collègues travailleuses afin de revendiquer leurs droits du travail - elle a notamment reçu des menaces de mort et a finalement été renvoyée de son usine - elle n'a jamais cessé de lutter. En tant que fondatrice et directrice exécutive du Centre de solidarité des travailleurs et travailleuses du Bangladesh, Akter fait campagne pour des salaires équitables, la sécurité dans les usines de vêtements et le droit de former des syndicats et de négocier collectivement.



Le révérend chanoine Emmanuel Chikoya est un prêtre anglican ordonné servant en tant que secrétaire général du Conseil des églises de Zambie depuis août 2017. Œcuméniste convaincu, il s'intéresse particulièrement à la gestion de l'environnement économique et physique et à la promotion de la bonne gouvernance, de la justice et de la paix.



Josefina Tunki est la première femme élue présidente du conseil de gouvernement autochtone Shuar Arutam (el Consejo de Gobierno del Pueblo Shuar Arutam - PSHA), qui représente 47 communautés Shuar Arutam dans l'Amazonie équatorienne. Josefina est réputée pour sa forte résistance aux industries extractives qui menacent son territoire. Pour cette raison, elle a été victime de discrimination de la part de l'État et a reçu des menaces de mort de la part de compagnies minières canadiennes qui explorent les territoires souverains du peuple Shuar Arutam sans son consentement.